

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



Vingt-septième session du Comité pour les plantes
Genève (Suisse), 8 – 13 juillet 2024

Annexes de la Convention

Annotations

ANNOTATION DE L'ALOËS DU CAP (ALOE FEROX)

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.
2. À sa 19e session (CoP19, Panama, 2022), la Conférence des Parties a adopté les décisions 18.323 (Rev. CoP19) à 18.326 (Rev. CoP19), *Annotation de l'aloès du Cap* (Aloe ferox) comme suit :

À l'adresse du Secrétariat

18.323 (Rev. CoP19) *Le Secrétariat publie une notification aux Parties, demandant les informations suivantes :*

- a) *si l'amendement à l'annotation #4 a eu un effet sur le commerce international des spécimens d'Aloe ferox, et, si cela est le cas, de quelle manière ; et*
- b) *si l'amendement à l'annotation #4 a eu un effet sur la taille de la population, la répartition, le statut et le prélèvement d'Aloe ferox, et, si cela est le cas, de quelle manière.*

À l'adresse du Secrétariat

18.324 (Rev. CoP19) *Le Secrétariat compile les réponses fournies par les Parties conformément à la décision 18.323 (Rev. CoP19) et les transmet au Comité pour les plantes.*

À l'adresse du Comité pour les plantes

18.325 (Rev. CoP19) *Le Comité pour les plantes examine les informations compilées conformément à la décision 18.324 (Rev. CoP19) et les autres informations pertinentes disponibles concernant le statut, la gestion et le commerce international d'Aloe ferox, en vue de déterminer si la dérogation de la réglementation CITES portant sur les produits finis d'Aloe ferox conditionnés et prêts au commerce de détail a eu un effet sur les populations naturelles de l'espèce. En fonction des résultats de cet examen, le Comité pour les plantes formule des recommandations concernant l'inscription d'Aloe ferox pour examen à la 20e session de la Conférence des Parties.*

À l'adresse des Parties

18.326 (Rev. CoP19) *Les pays de l'aire de répartition, les pays consommateurs et les autres pays impliqués dans la gestion, la multiplication ou le commerce d'Aloe ferox sont encouragés à fournir des informations concernant le statut, la gestion et le commerce de cette espèce comme demandé dans la décision 18.323 (Rev. CoP19).*

3. Lors de sa 26e session (PC26 ; Genève, juin 2023), le Comité pour les plantes a pris note du document [PC26 Doc. 41](#) contenant le rapport du Secrétariat sur la mise en œuvre de la décision 18.323 (Rev. CoP19), et les informations reçues en réponse à la [Notification aux Parties 2023/021](#) du 2 mars 2023 concernant l'annotation modifiée #4 et le commerce international d'*Aloe ferox*. Le Comité a également demandé au Secrétariat d'entreprendre les activités suivantes, dans la mesure où elles ne nécessitent pas de financement externe (voir le compte rendu résumé [PC26 SR](#)) :
 - a) analyser les données du commerce actualisées (y compris les données issues des rapports annuels CITES et des rapports sur le commerce illégal pour 2022),
 - b) émettre une nouvelle notification aux Parties au début de l'année 2024,
 - c) consulter le groupe de spécialistes sur les cactées et plantes succulentes de la Commission de la sauvegarde des espèces (CSE) de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et d'autres experts compétents pour évaluer l'impact de la dérogation sur la conservation de l'espèce ; et
 - d) préparer un rapport actualisé à l'intention du Comité pour les plantes en vue de sa 27e session.

Analyse des données du commerce actualisées

4. Une analyse de la base de données sur le commerce CITES pour les exportations d'*Aloe ferox* en provenance d'Afrique du Sud (données téléchargées le 5 mars 2024) révèle que le nombre d'enregistrements commerciaux consolidés en provenance d'Afrique du Sud a considérablement diminué depuis que la dérogation portant sur les produits finis de l'espèce prêts à être vendus dans le commerce de détail est entrée en vigueur après la 18e session de la Conférence des Parties (CoP18 ; Genève, 2019). Le nombre d'enregistrements annuels cumulés a diminué, passant de près de 150 par an à environ 60 par an :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
# d'enregistrements commerciaux cumulés	114	124	148	140	143	162	157	60	65	60

5. L'annexe 1 présente un résumé sous forme de graphique des volumes commerciaux annuels d'*Aloe ferox* en provenance d'Afrique du Sud pour la période 2013-2022, tels que déclarés par les exportateurs et les importateurs [code de source W, code de but de la transaction T]. L'analyse indique que :
 - a) le commerce déclaré par les pays importateurs en provenance d'Afrique du Sud est principalement déclaré en kilogrammes. Les importations annuelles déclarées tournent autour de 300 000 kg et semblent rester généralement stables, malgré la confusion créée par la pandémie de COVID-19, la diminution du nombre de données commerciales et une éventuelle légère augmentation des volumes d'importation déclarés depuis l'entrée en vigueur de la dérogation portant sur les produits finis prêts à être vendus dans le commerce de détail.
 - b) le commerce déclaré par le pays exportateur a été principalement rapporté en kilogrammes jusqu'en 2019, et sans mention d'unité depuis 2020. L'Afrique du Sud a confirmé que les déclarations sans mention d'unité étaient dues à des erreurs de déclaration et devaient être interprétées comme des unités de poids (kg, g ou mg). Le Secrétariat a décidé de consigner les données telles que rapportées sans unité, car il n'est pas évident de savoir si certains permis devait être délivrés en g ou mg. Compte tenu du volume absolu des échanges déclarés par les exportateurs sud-africains, les niveaux d'échanges annuels tournent autour de 500 000 kg, malgré la dérogation portant sur les produits finis prêts à être vendus dans le commerce de détail.
6. La base de données sur le commerce illégal (au 29 janvier 2024) indique que 67 saisies de spécimens d'*Aloe ferox* sont intervenues entre 2018 et 2021. Presque toutes les saisies déclarées se sont produites en 2018 et 2019. Une saisie a été enregistrée en 2020 et une saisie a été rapportée en 2021. La plupart des saisies sont intervenues dans la région européenne, avec quelques saisies dans la région nord-américaine. La plupart des spécimens saisis sont décrits comme étant des extraits (36 saisies) ou des médicaments (17 saisies). Certains sont également décrits comme étant des cosmétiques, des produits dérivés, des

produits vivants ou des poudres. Le total des saisies représente 852 kg, 139 litres, 4198 articles déclarés comme NUM (Nombre), et 7 articles déclarés comme BOT.¹

Notification aux Parties

7. Soucieux d'obtenir des informations supplémentaires, le Secrétariat a publié la [Notification aux Parties No. 2024/012](#) le 10 janvier 2024. L'Afrique du Sud, la Belgique, les États-Unis d'Amérique, le Lesotho, la Suède, la Suisse, et un préleveur individuel d'Afrique du Sud ont soumis des réponses. Ces réponses figurent à l'annexe 2 du présent document dans la langue dans laquelle elles ont été transmises et sont résumées ci-dessous :
- a) La Belgique n'a pas signalé de changement significatif dans le commerce des spécimens d'*Aloe ferox*. Il a fallu investir moins de ressources dans l'analyse des produits expédiés dans de petits colis qui peuvent éventuellement contenir des extraits d'*Aloe ferox*. La Belgique considère donc que la dérogation est un changement positif.
 - b) Le Lesotho, l'un des deux seuls États de l'aire de répartition de l'espèce, a indiqué qu'il n'avait jamais délivré de permis d'exportation pour cette espèce. Cependant, des cas de prélèvements illégaux dans la population sauvage ont été signalés. Le Lesotho a également indiqué qu'une évaluation de la population était en cours dans le cadre d'un projet sur les plantes médicinales financé par le FEM. Le Lesotho estime qu'il n'a pas été concerné par la dérogation et qu'il la soutient donc.
 - c) L'Afrique du Sud, en tant que deuxième État de l'aire de répartition et premier exportateur de l'espèce, indique ce qui suit :
 - i) le commerce déclaré des produits d'*Aloe ferox* semble avoir diminué à la suite de la dérogation, mais les prélèvements et les exportations de divers spécimens, à savoir extraits, produits, poudre, feuilles, médicaments/cosmétiques, plantes vivantes, tiges et fragments de tiges/de bois, se poursuivent sans que l'on constate de changement majeur ou de modification en termes de quantités. Le produit dominant dans le commerce reste l'extrait brut et amère de sève qui est exporté sous forme liquide (par litre) ou sous forme cristallisée/poudrée (par g/kg) ;
 - ii) le commerce de l'espèce est resté bien réglementé et il est peu probable que le prélèvement global ait changé radicalement au cours des dernières années, compte tenu des tendances relativement stables des exportations. Une évaluation nationale de la ressource réalisée en 2021 a révélé que le prélèvement d'*A. ferox* n'intervenait que sur 30 des 428 sites étudiés (7 % des sites). De faibles niveaux de prélèvement ont été enregistrés sur la plupart de ces sites (40 % ou 12 sites), suivis par des sites sur lesquels on a considéré que les prélèvements étaient importants (37 % ou 11 sites), les sites à prélèvement modéré représentant 23 % (ou sept) des sites. Un total de 32 400 prélèvements de plantes a été enregistré lors de cette enquête, ce qui représente une fraction relativement peu significative de la population totale cartographiée d'environ 8,32x10⁶ plantes (0,39%). Ces résultats récents indiquent que seule une petite partie de la population nationale est prélevée et que le prélèvement de l'espèce se poursuit de manière durable sur la plupart des lieux de la région. Par ailleurs, la population nationale est en bonne santé et beaucoup plus importante qu'on ne l'avait imaginé. À partir de 2022, la gestion et la conservation de l'espèce sont également soutenues par un Plan national de Gestion de la Biodiversité qui prévoit un suivi pour évaluer tout changement/impact intervenant dans la base de ressources sauvages. Plusieurs enquêtes seront réalisées après un laps de temps suffisant ; et
 - iii) les organes de gestion chargés de délivrer les permis CITES ont été libérés de l'obligation d'inspecter et de déclarer les produits contenant des quantités minimales de matériel d'*Aloe ferox*, tandis que les membres de l'industrie se sont dit préoccupés par l'absence de croissance du commerce en raison de la pandémie de COVID-19, des nouvelles réglementations de l'UE interdisant certains produits susceptibles d'être ingérés qui semblent être liés au commerce des spécimens d'*Aloe ferox*, et du fait qu'il existe toujours une demande sur le marché mondial pour les produits non concernés par la dérogation, y compris les produits finis mais non étiquetés qui ne sont pas destinés au commerce de détail. Lors de consultations supplémentaires, l'Afrique du Sud

¹ Le Secrétariat indique que l'unité BOT n'est pas claire. Selon les [Lignes directrices pour la préparation et la soumission des rapports annuels CITES sur le commerce illégal](#) advise that « Il convient de systématiquement indiquer la quantité en nombre de spécimens et jamais en unités non normalisées telles que « boîtes », « cartons », « conteneurs » ou « balles ». Dans la mesure du possible, toutes les saisies déclarées doivent inclure à la fois la quantité et le poids/volume de chaque spécimen et type d'espèce saisi au cours d'un incident ».

a également précisé que certains négociants continuent à demander des permis CITES pour commercialiser des produits exemptés, craignant que les colis risquent d'être saisis s'ils ne le font pas.

- d) la Suède a répondu qu'elle ne disposait pas de données suffisantes pour tirer des conclusions concernant la décision 18.323 (Rev. CoP19).
- e) la Suisse a confirmé que la dérogation avait réduit la charge administrative et amélioré la situation, en libérant des ressources et en permettant aux autorités de se concentrer sur les produits qui sont importants pour le commerce de *Aloe ferox*, tels que les feuilles, le vrac ou l'extrait.
- f) les États-Unis d'Amérique ont répondu que les autorités et les représentants de l'industrie des soins à la personne aux États-Unis d'Amérique n'avaient connaissance d'aucun impact sur la conservation lié au commerce international de produits finis contenant des parties et des produits d'*Aloe ferox*.
- g) un préleveur/négociant individuel a estimé que l'obtention de permis CITES pour le commerce de l'espèce ne s'était pas améliorée depuis l'entrée en vigueur de la dérogation.

Consultation avec les groupes de spécialistes de la CSE de l'UICN et d'autres experts compétents

- 8. Le Secrétariat a consulté les présidents du Groupe de spécialistes des cactus et plantes succulentes de l'UICN, les présidents du Groupe de spécialistes des plantes d'Afrique australe de la CSE de l'UICN, le sous-groupe sur l'utilisation durable du Groupe de spécialistes des plantes d'Afrique australe de la CSE de l'UICN, ainsi qu'un spécialiste des Asphodelaceae.
- 9. Les contributions reçues dans le cadre de ces consultations correspondent aux réponses fournies par l'Afrique du Sud à la [Notification aux Parties No. 2024/012](#).

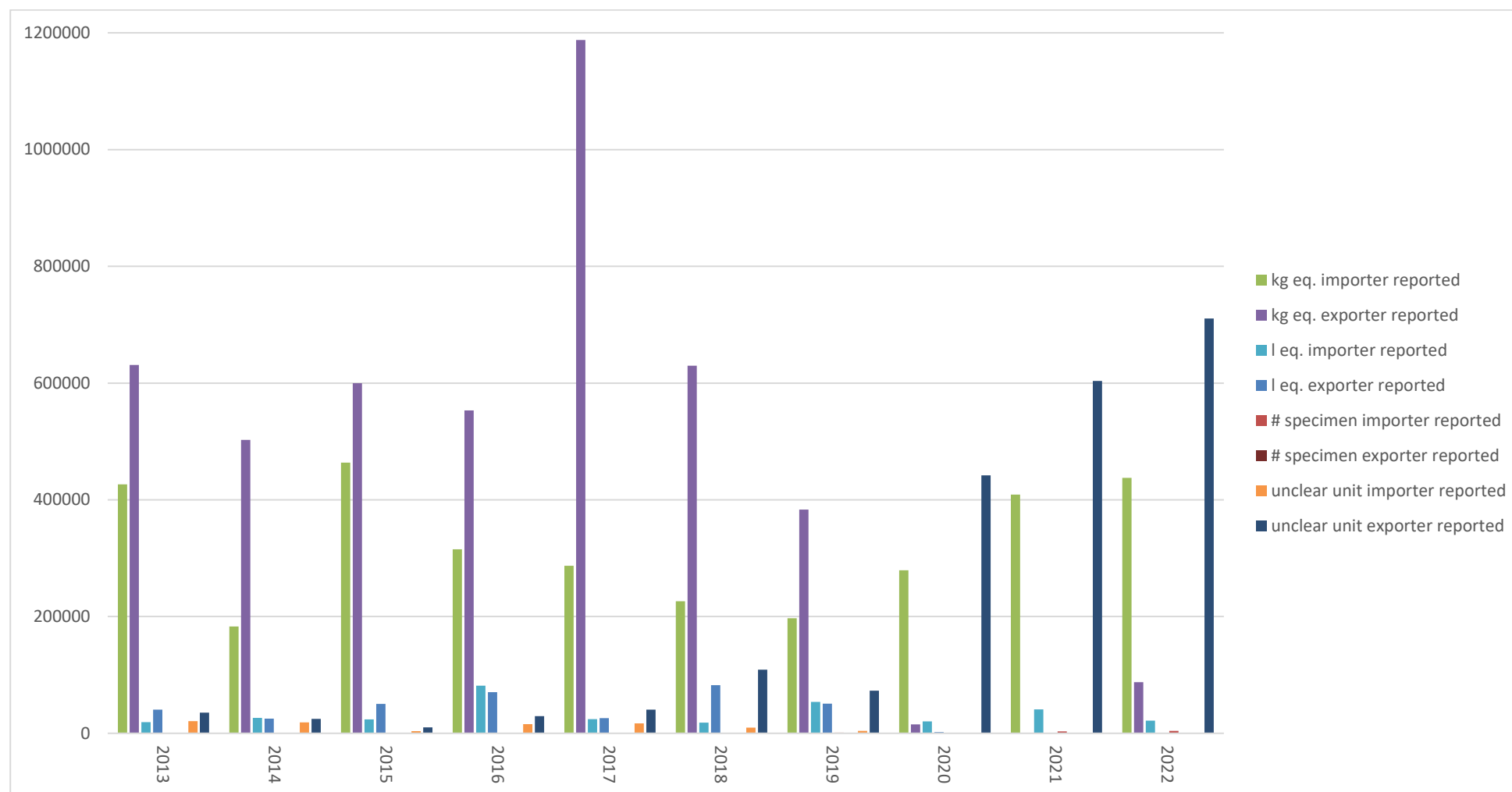
Conclusions

- 10. Compte tenu des informations données ci-dessus et figurant dans les annexes 1 et 2, le Secrétariat arrive à la conclusion que :
 - a) certaines Parties qui ont répondu à la Notification aux Parties No. 2024/012 ont indiqué qu'elles doivent investir moins de ressources dans la vérification de petits colis qui pourraient éventuellement contenir de petites quantités de spécimens d'*Aloe ferox* ;
 - b) les volumes de commerce déclarés n'ont pas diminué, et le volume global du commerce pourrait être en augmentation, étant donné que certains spécimens peuvent maintenant être commercialisés sans permis CITES ou sans obligation de déclaration ; et
 - c) l'espèce semble être bien gérée et l'Afrique du Sud semble prendre des mesures pour s'assurer que le commerce reste non préjudiciable aux populations sauvages.

Recommandations

- 11. Le Comité pour les plantes est invité à :
 - a) examiner les informations fournies et les conclusions du Secrétariat figurant au paragraphe 10 du présent document ; et
 - b) convenir que les décisions 18.323 (Rev. CoP19) et 18.324 (Rev. CoP19), ainsi que les demandes supplémentaires faites lors de la session PC26 ont été mises en œuvre et proposer la suppression de ces décisions à la 20e session de la Conférence des Parties.

VOLUMES COMMERCIAUX ANNUELS DES EXPORTATIONS D'ALOE FEROX EN PROVENANCE D'AFRIQUE DU SUD POUR LA PERIODE 2013-2022
[CODE SOURCE W, CODE DE BUT DE LA TRANSACTION T]



Reply by Belgium to Notification 2024/012 – Annotation of Cape aloe (*Aloe ferox*)

Belgium has seen no significant change in trade of specimens of *Aloe ferox*, but we can report that, due to the change of the annotation, we no longer had to invest precious resources into the analysis of products shipped in small quantities as postal parcels, which may (or may not) contain extracts of *Aloe ferox*. We presume this type of trade has no, or only a negligible effect on the conservation of the species and also presume that South Africa, the proponent of the proposal that changed the annotation at CoP18, will keep track of the conservation species of the species concerned.

For Belgium, the change in the annotation is thus perceived as a positive change.

**LESOTHO'S RESPONSE TO DECISIONS 18.323 TO 18.326 (REV. COP19) ON
ANNOTATION OF CAPE ALOE (ALOE FEROX)**

As Lesotho's CITES Management Authority, in consultation with the Country's Scientific Authority, I submit the following response, on behalf of Lesotho in relation to Decision 18.323 to 18.326 on Annotation of *Aloe ferox*:

Lesotho has a significant population of *Aloe ferox*, which is geographically confined in the Quthing District, in the southern part of the Country, hence the vernacular name *Lekhala-la-Quthing* (translating into Aloe of Quthing). Lesotho has never issued any harvesting or export permits/ licence for this plant. Therefore, the plant has neither been legally harvested, nor products developed from it in the Country. However, there are reported cases of illegal harvesting of the plant from its wild population. It is important to note that *Aloe ferox* is protected under the national legislation (Historical Monuments, Relics, Fauna and Flora act 41 of 1967, and Legal Notice No. 36 of 1969, as amended by Legal Notice No. 93 of 2004 and No.38 of 2006), which prohibits the harvesting, damaging or destroying of the plant without written consent of the commission. The Country is currently undergoing processes of assessing the population size of the plant under the GEF-funded Medicinal Plant Project, which is scheduled to begin later this year.

Based on the information above, the Country will not be negatively affected by the Annotation of *Aloe ferox*, thus is in support of it

E-Notif-2024-012 on Decisions 18.323 (Rev. CoP 19) To 18.326 (Rev. CoP 19) on *Annotation of Cape Aloe (Aloe Ferox)*

Finished products of *Aloe ferox*, packaged and ready for retail trade are exempted from CITES regulations through annotation #4 (f). After at least four years of this annotation coming into force, (adopted at the 18th meeting of the Conference of the Parties and enforced since 26 November 2019), the Secretariat has invited Parties and experts to provide information on:

- whether, and if so how, the amended annotation #4 has impacted the international trade in *Aloe ferox* specimens; and
- whether, and if so how, the amended annotation #4 has affected the population size, distribution, status and harvest of *Aloe ferox*.

South Africa wishes to submit the following comments pertaining to international trade:

South Africa, as one of only two range States for the species, remains the primary exporter of *Aloe ferox* commodities, which are harvested primarily from the wild. The species continues to be exported in various forms, namely extracts, derivatives, powder, leaves, medicine/cosmetics, live plants, stems, and stem/timber fragments. The dominant commodity in trade remains the raw bitter sap extract that is exported in liquid form (per litre) or crystalised/powdered form (per g/kg). Trade in the raw bitter sap (in all forms) has remained relatively stable with trade records and industry members confirming that no extreme change in demand or quantities exported has been noted since the implementation of the annotation (Fig. 1). Some industry members have expressed concerns over a lull in the expected growth in trade due to the Covid-19 pandemic as well as domestic EU regulations, the latter relating to the banning of consumer ingestible products containing hydroxyanthracene. Nevertheless, the demand for and export of raw primary extracts appears to be stable to slightly increasing (Fig. 1). International trade in other commodities including powder, leaves and other specimens has also remained relatively stable with no observable shifts in the quantities being exported.

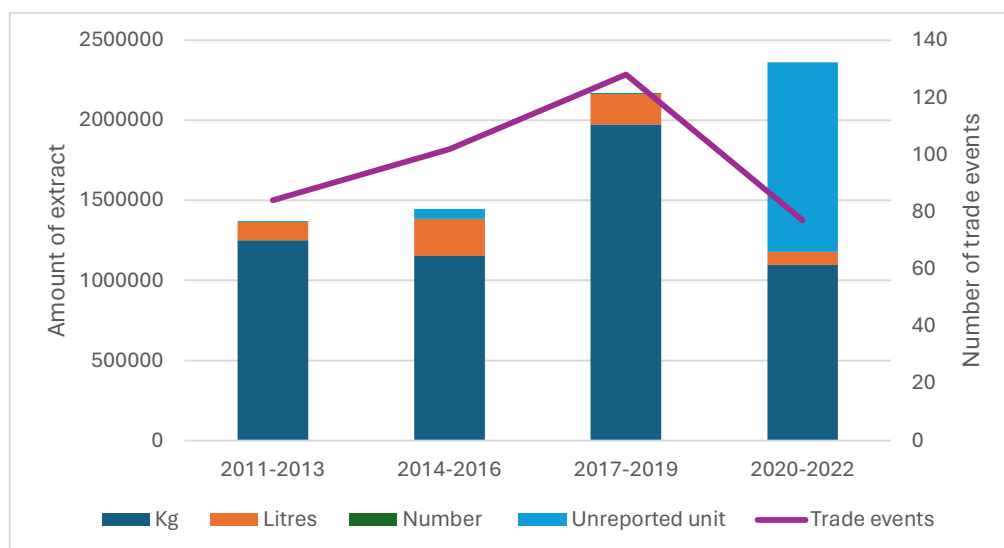


Figure 1: Trends in the export of raw *Aloe ferox* extract from South Africa between 2011 and 2022 (CITES Trade Database, UNEP World Conservation Monitoring Centre, Cambridge, UK).

The trade in derivatives appears to have decreased since the annotation came into effect (Fig. 2) as was to be expected as a large proportion of products previously regulated as derivatives comprised of

finished products (see Appendix A of CoP18 Inf. 61), which are now exempt from CITES. The reported trade in derivatives that remains ongoing, post 26/11/2019, comprises of secondary extracts, including the inner leaf jelly (in juice, gel or powder form), and value-added products produced therefrom (such as beverages, medicines, and a range of healthcare and cosmetics) that do not meet the defining criteria as per the annotation (i.e., 'product, shipped singly or in bulk, requiring no further processing, packaged, labelled for final use or the retail trade in a state fit for being sold to or used by the general public'). This stands to reason that although the South African finished product industry is easier able to export finished products, a sentiment that has been echoed by several local industry members, there remains a demand for value-added secondary extract and leaf material in the global market. One local contract manufacturer noted that they are often required to ship unlabelled (but otherwise retail ready) units, or 'white label' products (i.e. unbranded products to which the different brand owners add their own branded (and quite often language specific) labelling), which still requires a CITES permit as per the interpretation of the annotation. This would account for the continued reporting of trade in secondary derivatives (Fig. 2).

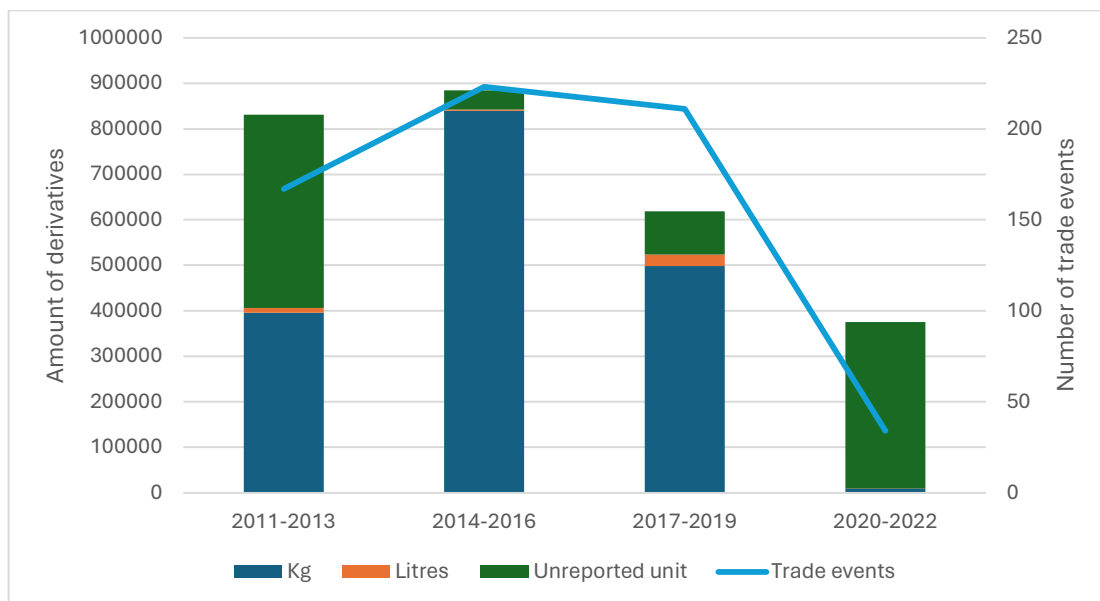


Figure 2: Trends in the export of *Aloe ferox* **derivatives** from South Africa between 2011 and 2022 (CITES Trade Database, UNEP World Conservation Monitoring Centre, Cambridge, UK).

Notwithstanding several reporting errors, most notably the absence of units presented in trade reports of exported commodities (increasingly since 2020), trade in the species (from South Africa), remains well-regulated. Although the strict interpretation of the annotation has not completely absolved suppliers of secondary extracts of requiring permits, the companies who are involved solely in the manufacture and sale of finished products have stated that it is much easier to do business internationally. Products are now easily marketed at local tourism stores and fairs abroad with importers also happier to purchase products without needing additional documentation. Market analyses have demonstrated a robust appetite for natural and organic skincare products tied to eco-friendly and sustainable beauty solutions and, over time, we may expect to see new entrants trying to establish their presence in the market as consumer awareness and interest in the species grows.

The amended annotation has also certainly had a positive impact on issuing authorities who are no longer over-burdened with having to inspect and report on dozens of consignments of products containing minimal amounts of *A. ferox* material. Issuing authorities in South Africa have reported a decrease in the number of CITES export permits being issued, whilst the major commodities that

dominate the trade and the demand from the wild resource (i.e. raw *A. ferox* extracts) remains under strict control (Fig. 3).

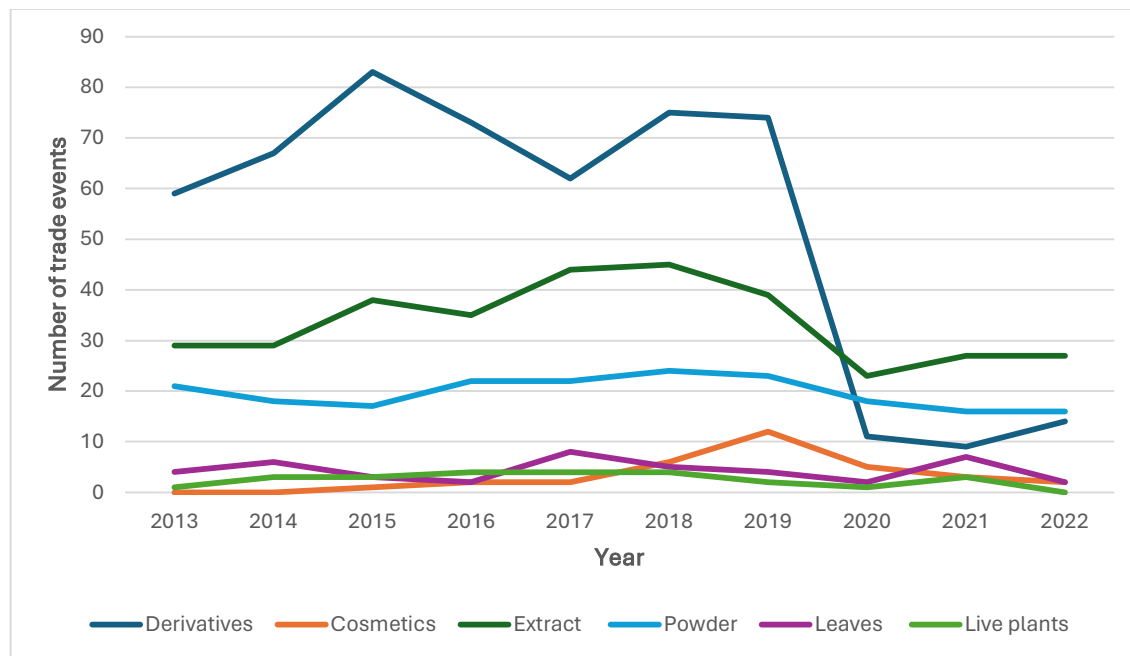


Figure 3: Reported trade events involving *Aloe ferox* commodities (CITES Trade Database, UNEP World Conservation Monitoring Centre, Cambridge, UK).

South Africa wishes to submit the following comments pertaining to the impact of the amended annotation on the wild resource base:

Harvest of the resource is unlikely to have changed drastically over the past four years, given the relatively stable trends observed in exports reported during this time. A national resource assessment for the species conducted in 2021 found harvesting of *A. ferox* to be taking place in just 30 out of a total of 428 survey sites (7% of sites). Low levels of harvesting were recorded at most of these sites (40% or 12 sites) followed by sites deemed to be extensively harvested (37% or 11 sites), with moderately harvested sites accounting for 23% (or seven) sites. A total of 32 400 harvested plants was recorded in this survey, which represents a relatively insignificant fraction of the total mapped population of approximately 8.32×10^6 plants (0.39%). These recent findings reveal that only a small proportion of the national population is being harvested and that the harvest of the species continues to be carried out in a sustainable manner across most parts of the region. Furthermore, the national population is healthy and much larger than previously thought. As of 2022, the species' management and conservation are also supported by a national Biodiversity Management Plan that makes provisions for monitoring to assess any changes to/impacts on the wild resource base. Repeat surveys will be conducted after a sufficient period of time. Bearing in mind the low levels of harvest throughout the range of the species, any differences since the baseline survey in 2021 are likely to be negligible and undetectable.

Rural communities in the Eastern and Western Cape provinces of South Africa use traditional methods to harvest leaves from *Aloe ferox* plants and tap the primary bitter sap. It is estimated that between 1% and 20% of the harvested leaf materials are collected for further processing into finished products. The remainder of the leaves are discarded in the field as waste. It is thus highly unlikely that the amended annotation is going to lead to additional leaves being harvested solely for the production

of finished products. Rather, it is more likely that the annotation will encourage the more efficient use of discarded leaf materials.

Martin Otto Hitziger

From: Erik.Dalarud@jordbruksverket.se
Sent: 22 January 2024 15:26
To: Martin Otto Hitziger
Cc: Marie Dahlström; UNOG-UNEP-CITES Info
Subject: Sweden's response to notification 2024/012

Vissa som fått det här meddelandet får inte ofta e-post från erik.dalarud@jordbruksverket.se. [Se varför det är viktigt](#)

Dear Secretariat,

Regarding notification 2024/012 on trade in Aloe Ferox, Sweden's position remains as stated in our previous response to notification 2023/021. We have no new developments to report.

Sincerely,

Erik Dalarud
CITES Management Authority of Sweden
Swedish Board of Agriculture

Martin Otto Hitziger

From: Erik.Dalarud@jordbruksverket.se
Sent: 24 March 2023 15:32
To: Martin Otto Hitziger
Cc: Marie Dahlström; Selam.Petersson@jordbruksverket.se;
Negar.Aslund@jordbruksverket.se
Subject: Sweden's response to notification 2023/021

Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Completed

Sie erhalten nicht oft eine E-Mail von erik.dalarud@jordbruksverket.se. [Erfahren Sie, warum dies wichtig ist](#)

Dear Secretariat,

In response to notification 2023/021, we would like to provide the following information from Sweden regarding the trade in Aloe Ferox:

Our analysis of current trade statistics reveals that Sweden predominantly imports derivatives and extracts of Aloe Ferox, with no recorded exports of the species. Trade levels have experienced natural fluctuations over the years, making it challenging to establish a causal link to the change in annotation. Notably, we have recorded import entries in 2013, 2015, 2018, 2019, and 2020.

Although there has been a slight decrease in import volumes since 2018, it remains difficult to determine if this is part of the natural fluctuation or directly linked to the change in annotation.

Over the past decade, a few seizures have been made, including 180 capsules by customs in August 2016 and 30 capsules from the US in 2015. The majority of imports originate from South Africa, with a smaller quantity from Switzerland. These imports are mainly for commercial purposes and are of wild origin. Aloe Ferox is likely imported as a preparation for the health food trade.

In summary, based on the available data, we cannot provide conclusive information on how the change in annotation impacts the population size, distribution, status, or harvest of Aloe Ferox

Kind regards,

Erik Dalarud

Swedish CITES Management Authority
Swedish Board of Agriculture

Martin Otto Hitziger

From: Ursula.Moser@blv.admin.ch
Sent: 07 February 2024 16:02
To: Martin Otto Hitziger
Cc: UNOG-UNEP-CITES Info
Subject: Notification 2024/012 Annotation of Cape aloe (*Aloe ferox*)

Follow Up Flag: Follow up
Flag Status: Flagged

Dear Martin,

regarding the impact of the amended annotation #4 to the international trade in *Aloe ferox* specimens the following:

Switzerland has had many imports of finished *Aloe ferox* products in recent years and with the modification of the annotation #4 the species protection control of these products does no longer apply.

The control of the many finished products of *Aloe ferox* has tied up a lot of resources and with the change we can focus on the commodities that are more important for the trade with *Aloe ferox*, such as leaves, bulk or extract. For Switzerland an improvement of the situation.

Kind regards
Ursula

Ursula Moser, Biologist
Scientific Officer

CITES MA of Switzerland and Lichtenstein

International Affairs
Species Conservation in international Trade
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO

Schwarzenburgstrasse 155, 3003 Bern, Switzerland
Telephone +41 (0)58 462 25 41

www.cites.ch
cites@blv.admin.ch



Please consider the environment before printing this e-mail.



United States Department of the Interior



FISH AND WILDLIFE SERVICE

International Affairs

5275 Leesburg Pike, MS: IA

Falls Church, VA 22041-3803

March 20, 2024

In Reply Ref. to:

DSA\CITES\Response to Notification 2024/012

Mr. Martin Otto Hitziger
Associate Scientific Support Officer, Science Unit
CITES Secretariat
International Environment House
11 Chemin des Anémones
CH-1219 Châtelaine
Geneva, Switzerland

VIA EMAIL: martin.hitziger@cites.org

Dear Martin:

This letter provides the United States response to Notification to the Parties No. 2024/012 – *Annotation of Cape aloe* (*Aloe ferox*), which, in line Decision 19.326 (Rev. CoP19), requests information on “whether, and if so how, the amended annotation #4 has impacted the international trade in *Aloe ferox* specimens.”

The Scientific Authority of the United States (i.e., U.S. Fish and Wildlife Service, Division of Scientific Authority) contacted representatives of the personal care industry in the United States to inquiry whether they are aware of any conservation impacts of the international trade in finished products packaged and ready for retail trade of *Aloe ferox*.

We also contacted the United States plant inspection agency (U.S. Department of Agriculture - Animal Plant Health Inspection Service-Plant Protection and Quarantine (USDA/APHIS/PPQ)), and the Management Authority of the United States (i.e., USFWS, Division of Management Authority) regarding this matter.

According to the entities contacted, they are unaware of any conservation impacts related to the international trade in finished products containing parts and derivatives of *Aloe ferox*.

Because these specimens are no longer subject to CITES controls, and therefore, do not require CITES documents in international trade, the United States does not have trade data for import,

Martin Otto Hitziger

export, or re-export of such commodities. Therefore, we are also unaware of any conservation impacts related to the international trade in finished products containing parts and derivatives of *Aloe ferox*.

If you have any questions concerning the information above, please feel free to contact me at rosemarie_gnam@fws.gov.

Sincerely,

Rosemarie Gnam
Head, Division of Scientific Authority
U.S. Fish and Wildlife Service

cc: info@cites.org

Martin Otto Hitziger

From: theo@ottoaloe.co.za
Sent: 12 March 2024 15:54
To: Martin Otto Hitziger
Cc: UNOG-UNEP-CITES Info
Subject: "Notification 2024/012 on Aloe ferox"

Some people who received this message don't often get email from theo@ottoaloe.co.za. [Learn why this is important](#)

Dear Martin,

I am glad this topic of excluding aloe products from CITES came up.
But for me as an exporter the CITES regulations was not made easier but more difficult to get a CITES, especially to get it endorsed!

There is so much time wasting regulations now to get the CITES endorsed that it makes it difficult to export. Also to courier a sample of 300grams to clients require a CITES these days. This is a time-wasting thing that is costing me driving all around to get the samples checked and CITES endorsed and then to get it couriered.

My grandfather started harvesting Aloe Ferox in the 1940`s and we are still harvesting on the same farms. No harm was done, and the harvesters know to take care of the plants.

Please let me know if you need any more info or has questions.

Best regards,
Theo Otto



Tel no.: +27 82 829 5409 Web: ottoaloe.co.za